



# EURALIA

**#PRIMAIRES2016**  
**LA DROITE & LE CENTRE**

LE GUIDE DES CANDIDATS  
ET DE LEURS PROGRAMMES

<b>Edito .....</b>	<b>3</b>
<b>Les portraits .....</b>	<b>5</b>
FRANÇOIS FILLON .....	6
ALAIN JUPPÉ .....	7
BRUNO LE MAIRE .....	8
NICOLAS SARKOZY .....	9
<b>Les troupes .....</b>	<b>10</b>
FRANÇOIS FILLON .....	10
ALAIN JUPPÉ .....	12
BRUNO LE MAIRE .....	14
NICOLAS SARKOZY .....	16
<b>Les stratégies .....</b>	<b>18</b>
FRANÇOIS FILLON .....	18
ALAIN JUPPÉ .....	19
BRUNO LE MAIRE .....	20
NICOLAS SARKOZY .....	21
<b>Les programmes .....</b>	<b>22</b>
ENTREPRISES .....	22
EUROPE .....	24
COLLECTIVITÉS .....	26
ENVIRONNEMENT & ENERGIE .....	28
SOCIAL .....	30
<b>Guerre et Paix .....</b>	<b>32</b>
<b>Les autres candidats .....</b>	<b>34</b>

# La primaire à droite : quelles différences ?

DIDIER SALLÉ,  
PRÉSIDENT



Selon un récent sondage Odoxa réalisé pour l'Express, France Inter et la presse régionale, 28% des Français envisagent de participer aux prochaines primaires organisées par la droite et le centre, estimant que là se jouera une partie de la prochaine élection présidentielle des 23 avril et 7 mai 2017.

Aussi -comme il le fait à chaque grande échéance électorale- Euralia a jugé utile de contribuer à éclairer le débat qui va avoir lieu dans les prochaines semaines et que les Français sont invités à trancher, par leur choix, les 20 et 27 novembre prochains. Seules conditions pour participer au scrutin : être inscrit sur les listes électorales, s'acquitter de deux euros par tour de scrutin et assurer partager « *les valeurs républicaines de la droite et du centre* ».

Chacun des candidats à la primaire s'est efforcé, sur la dernière période, à produire ce qui s'est appelé, selon les cas, « *cahiers* », « *contrat* », « *projet* » ou encore « *livre-programme* ». Ce sont l'ensemble de ces documents qu'Euralia a analysé et synthétisé. Cinq thématiques ont été privilégiées, celles sur lesquelles nous intervenons au quotidien à travers les missions qui nous sont confiées : entreprises, Europe, énergie et environnement, social et enfin, collectivités territoriales.

Pour chacun de ces thèmes, nous avons essayé d'être à la fois, précis et synthétique afin de faire ressortir, autant que possible, les éléments de différenciation voire de divergence entre les programmes. A l'heure où certains commentateurs laissent entendre que les propositions seraient similaires les unes ou autres, ce travail montre - pour peu que l'on prenne le temps de les lire dans le détail - non seulement qu'il n'en est rien, mais qu'il y a eu un effort louable dans l'énoncé détaillé des réformes envisagées.

## Primaires de la Droite et du Centre

# Le calendrier

**Avril 2015**  
Annonce de  
l'organisation  
d'une primaire

**22 avril  
2016**

La Haute autorité  
pour l'organisation  
de la primaire  
publie son Guide

**9 septembre  
2016**

Date limite  
pour réunir les  
parrainages

**21 septembre  
2016**

Début de la  
campagne  
officielle

**17 novembre  
2016**

3e débat télévisé  
France Télévisions

**3 novembre  
2016**

2e débat télévisé  
BFMTV & ITELE

**13 octobre  
2016**

1er débat télévisé  
TF1

**20 novembre  
2016**

1er tour de  
vote

**24 novembre  
2016**

Débat télévisé  
d'entre-deux-tours  
TF1 & France  
Télévisions

**27 novembre  
2016**

2nd tour de  
vote



## Les portraits



62 ans (né le 4 mars 1954)  
 Député de Paris  
 Maîtrise et DEA de droit public



# FRANÇOIS FILLON

vernement sous Nicolas Sarkozy, il adopte en prévision de 2017 une démarche résolument libérale et soucieuse de la réduction du déficit public. « *Je suis à la tête d'un Etat qui est en situation de faillite* » déclare-t-il déjà en 2007.

Pourtant, François Fillon cultivait jusqu'alors sa fibre gaulliste sociale aux côtés de Philippe Seguin, compagnon de route politique dès 1981, année de son entrée au Palais Bourbon à l'âge de 27 ans. Tous deux s'opposèrent au traité de Maastricht en 1992, contrairement à Alain Juppé et Nicolas Sarkozy.

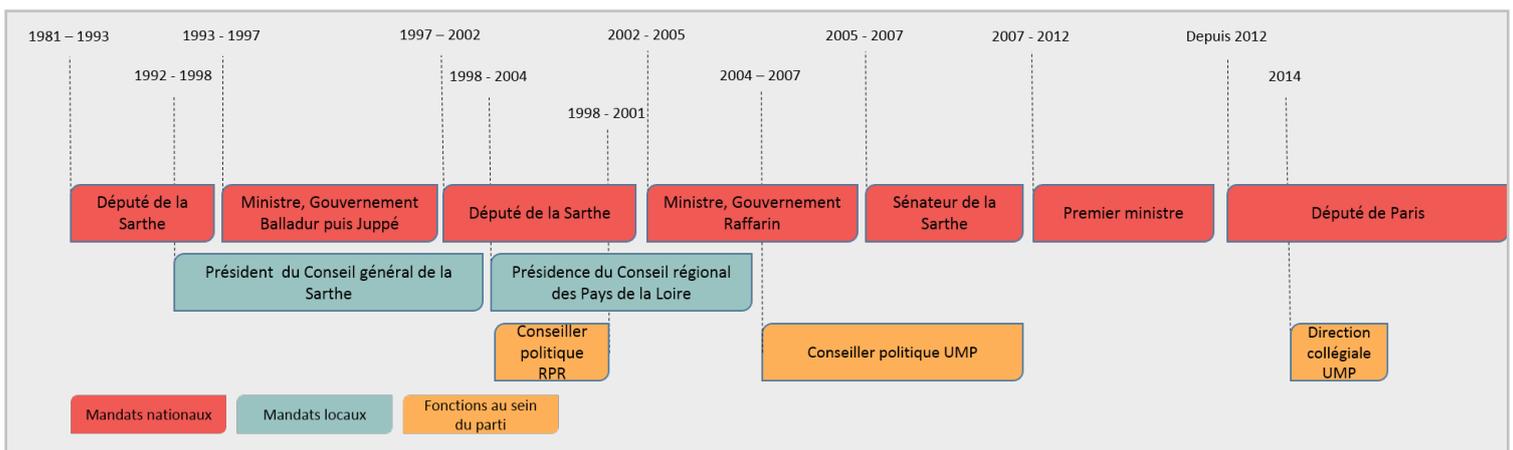
Parlementaire pendant près de 20 ans dans son fief politique de la Sarthe, président de Conseil général et de Conseil régional, ministre, premier ministre, François Fillon aspire désormais à l'exercice de la plus haute fonction de l'Etat. En 2012, la bataille qui l'oppose alors à Jean-François Copé pour le contrôle de l'UMP le voit créer un groupe parlementaire dissident regroupant 68 députés. Cet affrontement - et l'échec de la conquête du parti - le pousse à lancer sa stratégie de course vers les présidentielles de 2017.

Actuellement 3ème voire 4ème dans les intentions de vote, ce passionné de sport automobile espère créer la surprise et gagner la primaire au finish.

François Fillon est le premier des ténors politiques de droite à s'être engagé sur le chemin de l'élection présidentielle en se déclarant dès 2013, quelques mois seulement après avoir échoué à prendre la présidence de l'UMP. Premier ministre pendant 5 ans de Nicolas Sarkozy, il apparaissait déjà à la fin du précédent quinquennat comme un recours possible pour son camp face à une deuxième candidature du président alors impopulaire.

Estimant avoir été contraint dans ses projets de réformes comme ministre des affaires sociales (réforme des retraites, assouplissement des 35 heures) et de l'éducation nationale sous Jacques Chirac, puis comme chef du Gou-

**« Je viens sérieusement casser la baraque pour la reconstruire autrement »**



# ALAIN JUPPÉ

Doyen de la primaire et candidat déclaré depuis plus de deux ans, Alain Juppé conserve jusqu'à présent une légère avance dans les sondages.

Ce fidèle de Jacques Chirac, qui l'avait pris sous son aile lorsqu'il était premier ministre, a fait partie des cadres dirigeants du RPR, dont il sera secrétaire général puis président. Au niveau national, il occupera d'abord les fonctions de ministre délégué au budget, puis de ministre des affaires étrangères sous le Gouvernement d'Edouard Balladur.

Nommé premier ministre par Jacques Chirac en 1995, il met en œuvre un programme libéral, dont l'impopularité entraînera sa démission en 1997 suite à la défaite de la droite aux élections législatives. Mis en examen en 1999, il est condamné à quatorze mois de prison avec sursis. S'en suivra une traversée du désert dont il réussira à sortir grâce à sa popularité au niveau local.

Elu une nouvelle fois à la Mairie de Bordeaux en 2006, il peut commencer la reconquête de la scène politique nationale. De retour au Gouvernement sous François Fillon, il est nommé ministre de la défense puis ministre des affaires étrangères et européennes.

Après la double défaite électorale de la droite aux élections présidentielles et législatives de

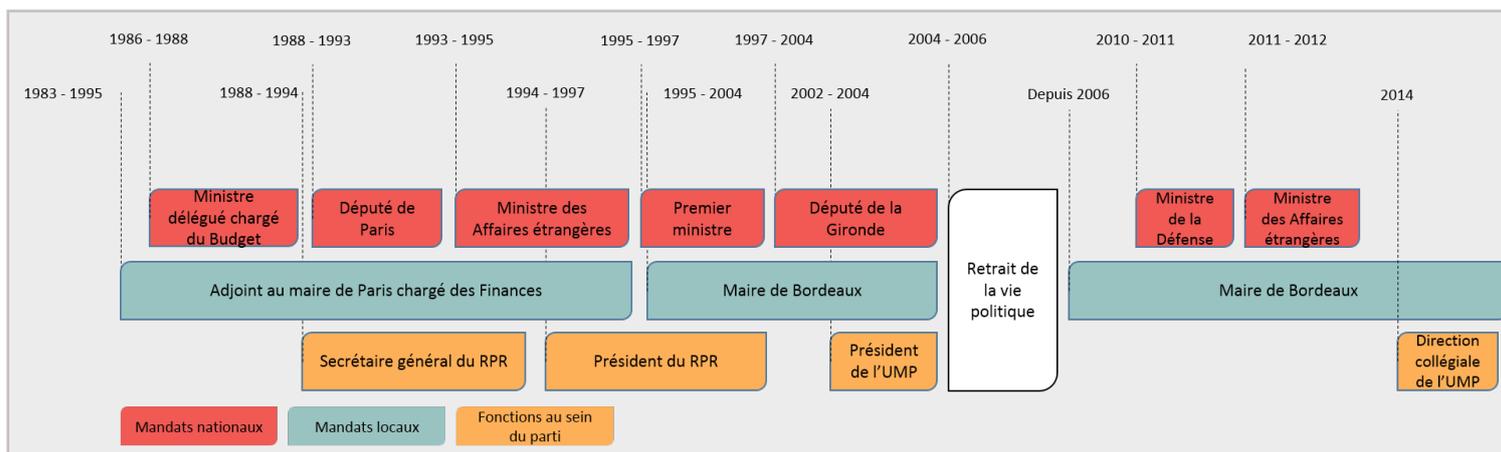


71 ans (né le 15 août 1945)  
Maire de Bordeaux  
Agrégé de lettres classiques, IEP Paris, ENS, ENA

**« Ma méthode reste la même : "Apaiser, rassembler, réformer." Apaiser pour rassembler et rassembler pour réformer. »**

2012, il est pressenti pour remplacer Nicolas Sarkozy à la présidence de l'UMP. Il renonce cependant à se présenter à la direction d'un parti rongé par les dissensions internes.

Suite au scrutin controversé entre François Fillon et Jean-François Copé pour occuper la présidence de l'UMP et à la démission de ce dernier en mai 2014, il accepte de participer à la direction collégiale du parti. Ayant ainsi renforcé sa posture de « sage », celui qui se présente en rassembleur de la droite et du centre reste l'un des piliers du parti lors de sa refondation en tant que Les Républicains et apparaît comme l'adversaire principal de Nicolas Sarkozy pour cette primaire.



46 ans  
 Député de l'Eure  
 ENS, Agrégé de lettres  
 classiques, IEP Paris,  
 ENA



# BRUNO LE MAIRE

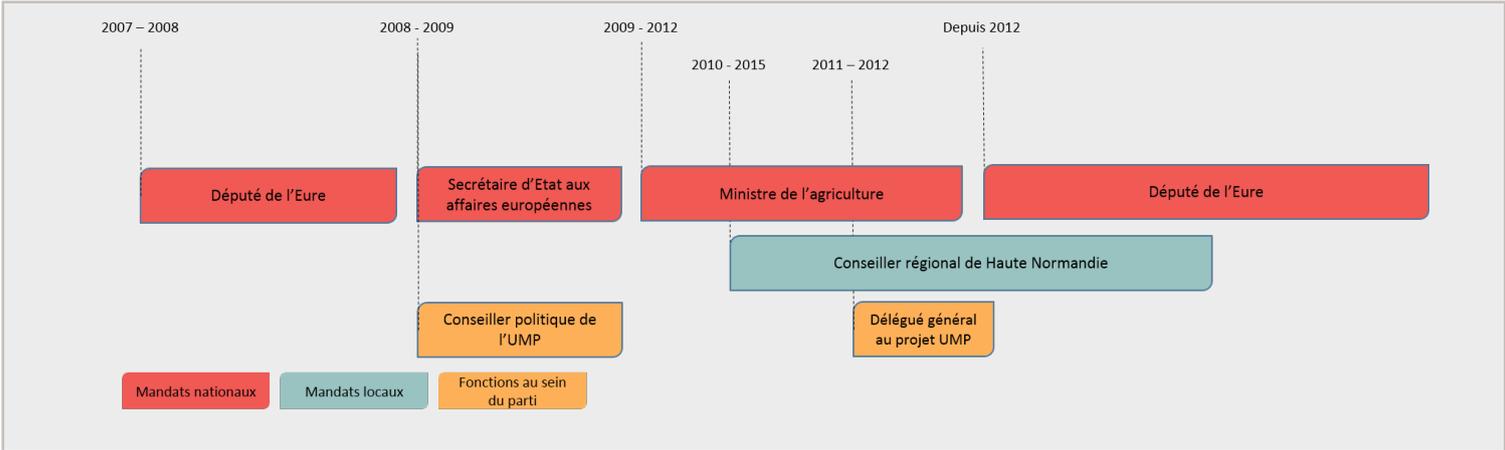
*« Dans des temps ordinaires,  
 je n'aurais aucune chance.  
 Comme les temps sont extraordinaires,  
 je vais gagner ».*

Candidat déclaré officiellement depuis le 23 février 2016, Bruno Le Maire a réussi son entrée médiatique en gagnant rapidement 5 points dans les sondages, se plaçant ainsi en 3ème position devant François Fillon.

L'ancien ministre de l'agriculture, dont l'action fut reconnue par le secteur agricole notamment grâce aux résultats obtenus dans le cadre des négociations de la nouvelle politique agricole commune européenne, prépare son ascension depuis près de 4 ans. Délégué général de l'UMP en charge du projet pour les présidentielles de 2012, il ne parvient pas à réunir suffisamment de parrainages pour se présenter à la présidence du parti. Néanmoins, l'affrontement entre François Fillon et Jean-François Copé lui permet d'accroître sa place au sein de l'UMP. Soutenu par Jérôme Grand d'Esnon, qui s'est fait la main dans l'équipe de cam-

pagne de Jacques Chirac en 1995, il va s'attacher à développer son ancrage en circonscriptions en y plaçant ses relais et multiplier les réunions publiques sur le terrain (plus de 300 en 2ans).

Les progrès se font sentir dès l'élection pour la présidence de l'UMP en novembre 2014, organisée après la démission de Jean-François Copé. Il y réalise un score inattendu face à Nicolas Sarkozy avec 29,18 % des voix. C'est également à cette occasion qu'il inaugurer son slogan de campagne, « *Le renouveau, c'est Bruno* ».



# NICOLAS SARKOZY

Si l'annonce de sa candidature le 22 août n'était pas une surprise, la forme - par le biais d'un livre « *Tout pour la France* » -, a néanmoins étonné les observateurs. En lançant sa « *campagne éclair* », Nicolas Sarkozy est devenu le premier président de la République, battu à la fin de son premier mandat, à entreprendre une nouvelle candidature. Cette particularité et son parcours, à la fois émaillé de « *traversées du désert* » et de retours en force, font de Nicolas Sarkozy un candidat atypique.

Après un long parcours au sein du RPR et aux commandes de la ville de Neuilly-sur-Seine, Nicolas Sarkozy, alors ministre du budget, choisit de soutenir Edouard Balladur lors de l'élection présidentielle de 1995. Cela lui vaudra une première ostracisation après la victoire de Jacques Chirac, et ce jusqu'en 2002 et sa nomination comme ministre de l'intérieur. Nicolas Sarkozy occupera alors plusieurs postes de ministres, progressant rapidement dans l'espace médiatique pour devenir une des personnalités de droite les plus en vue. En 2005, il prend la tête de l'UMP et devient rapidement le candidat du parti pour l'élection présidentielle de 2007 qu'il remportera face à Ségolène Royal.

Le mandat de Nicolas Sarkozy en tant que président de la République est notamment marqué

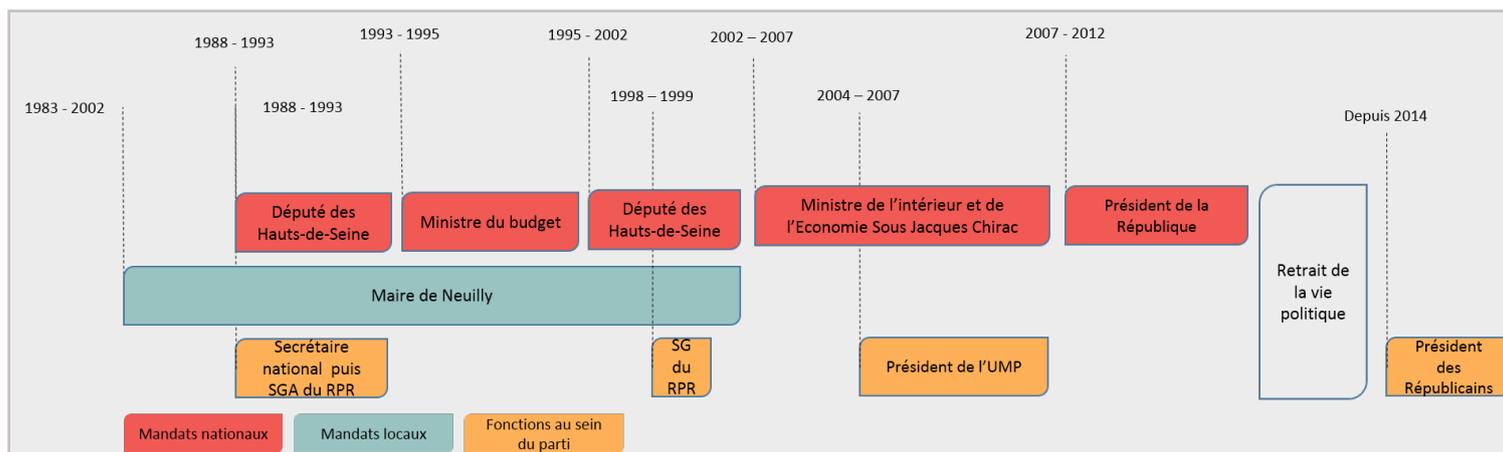


61 ans  
Président du parti « Les  
Républicains »  
Maîtrise de droit privé,  
DEA de sciences  
politiques

par la crise financière et économique, une implication au niveau européen via la présidence française du Conseil de l'UE en 2008, mais aussi de nombreux débats identitaires.

En 2012, il se porte candidat pour un second mandat mais est battu par François Hollande. Il se retire du monde politique jusqu'en 2014 et son retour à la présidence de l'UMP, qu'il rebaptise « *Les Républicains* » après sa victoire face à Bruno Lemaire. A noter que depuis sa défaite à l'élection présidentielle de 2012, Nicolas Sarkozy est visé par plusieurs affaires judiciaires et a plusieurs fois été mis en examen.

**« J'ai un lien particulier avec les Français. Il peut se distendre, il peut se retendre, mais il existe ».**



# La garde rapprochée et les porte-drapeaux de :



**FRANÇOIS FILLON**  
DÉPUTÉ DE PARIS



**PATRICK STEFANINI**  
LE DIRECTEUR DE CAMPAGNE

Patrick Stefanini est le directeur de campagne de Jacques Chirac en 1995, et n'a jamais été élu malgré plusieurs tentatives, notamment aux élections législatives de 1997 et 2002.

Il est très proche d'Alain Juppé mais accepte la proposition de François Fillon pour diriger sa campagne dès juin 2013.



**JACQUES GÉRAULT**  
LE COORDINATEUR DE CAMPAGNE

Jacques Gérault a été directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy lorsqu'il était ministre de l'intérieur, et d'Alain Juppé au ministère de la défense.

Il est également ancien préfet. Il est réputé pour son implication dans les dossiers qu'il suit.



**BRUNO RETAILLEAU**  
LA TÊTE DE RÉSEAU

Président du Conseil régional des Pays de la Loire et président du groupe LR au Sénat, il a soutenu l'ancien premier ministre dès 2012.



**VALÉRIE BOYER**



**JÉRÔME CHARTIER**  
LES PORTE-PAROLLES

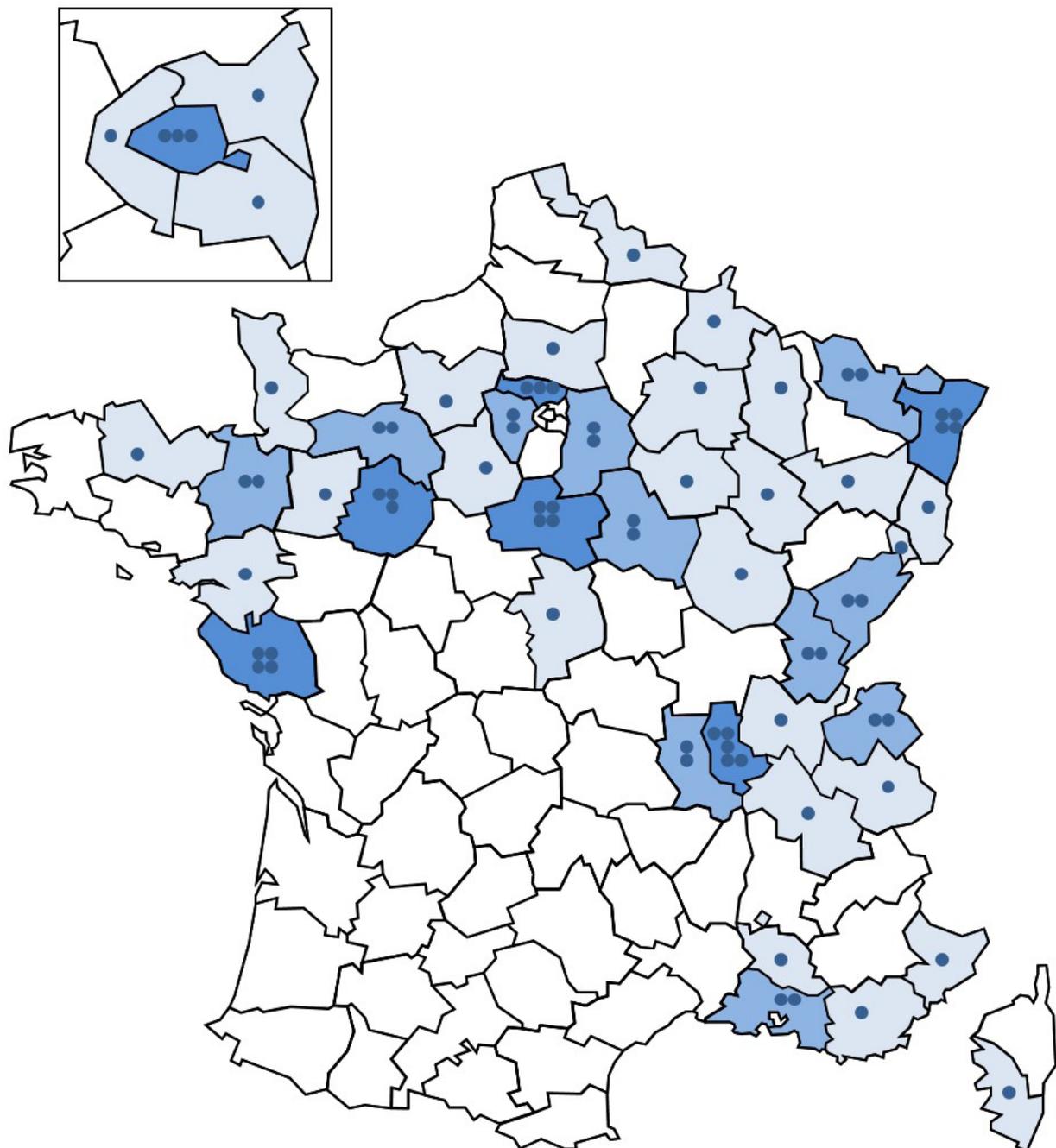
Valérie Boyer, députée des Bouches-du-Rhône depuis 2007, est très impliquée sur les questions sociales et s'est fortement mobilisée dans la défense des chrétiens d'Orient.

Jérôme Chartier est député du Val-d'Oise et vice-président en charge de l'emploi en région Île de France.

## Les soutiens :

François Fillon a reçu le soutien de 84 parlementaires:

- 42 Députés
- 39 Sénateurs
- 3 députés européens



•• Outre - Mer

•• Français établis hors de France

# La garde rapprochée et les porte-drapeaux de :



**ALAIN JUPPÉ**  
MAIRE DE BORDEAUX



**GILLES BOYER**  
LE DIRECTEUR DE CAMPAGNE  
ET DE LA COMMUNICATION

Directeur du cabinet d'Alain Juppé à la Mairie de Bordeaux, puis conseiller dans les différents ministères occupés, il est son bras droit pour cette campagne.



**MAËL DE CALAN**  
LE CONSEILLER ÉCONOMIQUE

Fondateur du think-tank la Boîte à Idées – chargé de travailler sur le programme de la droite en 2017 – il participe à l'élaboration du volet économique du programme d'Alain Juppé.

Il a notamment publié en mai 2016 le livre à charge *“La vérité sur le programme du FN”*.

Edouard Philippe et Alain Juppé collaborent depuis 2002, lorsque ce dernier l'a nommé directeur général de l'UMP nouvellement formée.



**EDOUARD PHILIPPE** **BENOIST APPARU**  
LES PORTE-PAROLE OFFICIEUX



**HERVÉ GAYMARD**  
LE COORDINATEUR DE L'ÉLABORATION  
DU PROJET PRÉSIDENTIEL

Actuellement député de Savoie, ancien ministre de l'économie, Hervé Gaymard fut notamment chargé de l'élaboration du projet de la campagne de Jacques Chirac en 1995.

Après une traversée du désert de 2005 à 2013, Alain Juppé - qu'il connaît depuis 20 ans - lui demande de coordonner l'élaboration de son projet présidentiel.



**DOMINIQUE BUSSEREAU**  
LE PRÉSIDENT DE L'ADF

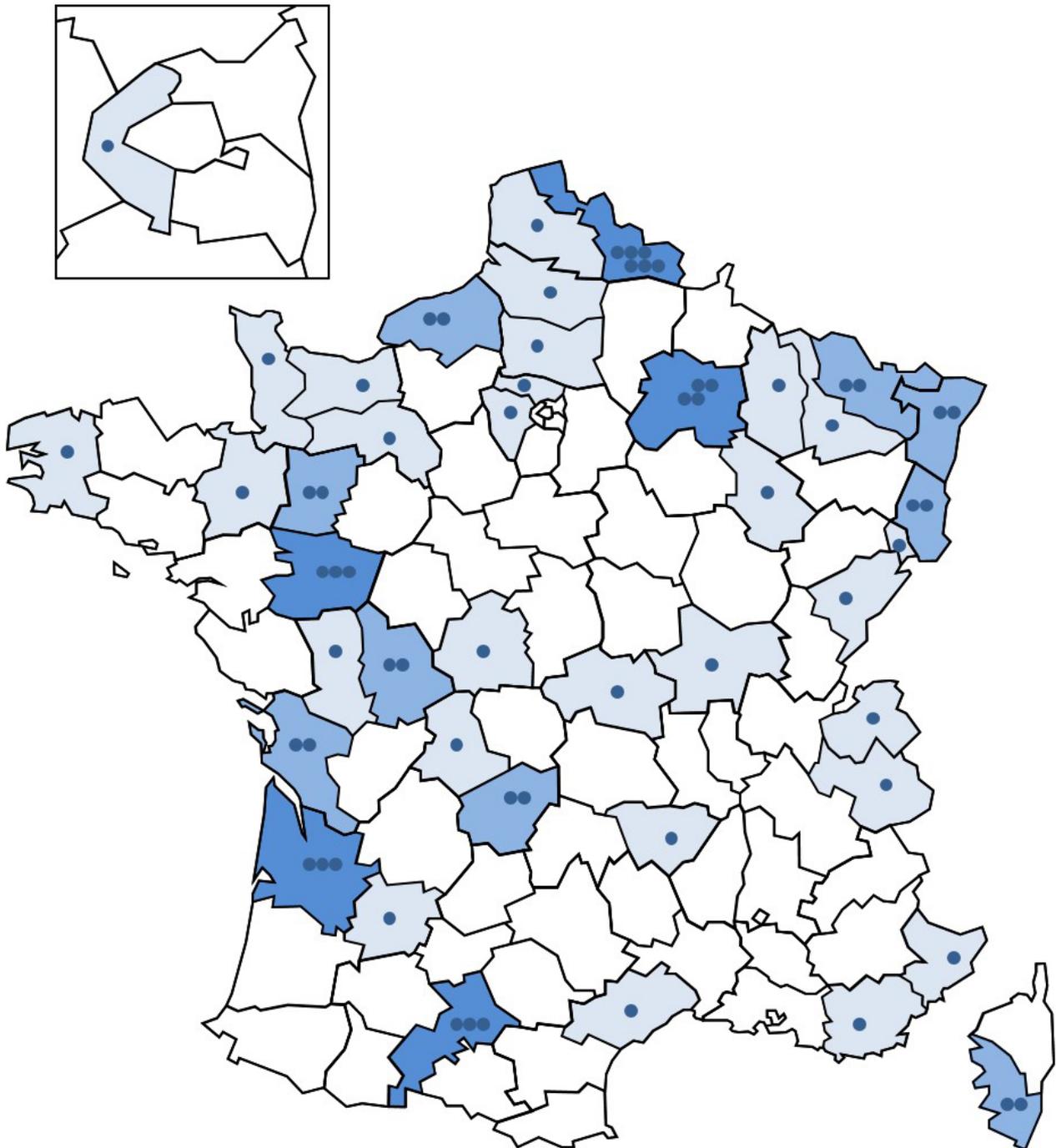
Dominique Bussereau est à la tête de l'Assemblée des départements de France, et a déclaré reconnaître chez Alain Juppé un engagement « centriste, libéral et européen » lui correspondant.

Benoist Apparu a fait la connaissance d'Alain Juppé en 1989, lorsqu'il était délégué des jeunes RPR dans sa circonscription du 18ème arrondissement.

## Les soutiens :

Alain Juppé a reçu le soutien de 72 parlementaires:

- 23 Députés
- 45 Sénateurs
- 4 députés européens



- Outre – Mer
- Français établis hors de France

# La garde rapprochée et les porte-drapeaux de :



**JÉRÔME GRAND D'ESNON**  
LE DIRECTEUR DE CAMPAGNE

Cet ex- RPR passé par la mairie de Paris est un spécialiste du financement des campagnes présidentielles, et il a notamment participé à celle de Jacques Chirac en 1995.

Il repère Bruno Le Maire en 2006 au cabinet de Dominique de Villepin et leur collaboration étroite débute dès 2012.



**BRUNO LE MAIRE**  
DÉPUTÉ DE L'EURE



**SÉBASTIEN LECORNU**  
LE DIRECTEUR ADJOINT DE CAMPAGNE

Ce jeune président du Conseil départemental de l'Eure a connu une ascension très rapide à droite, avec le soutien de Bruno Le Maire.

Celui-ci en avait fait le plus jeune conseiller ministériel alors qu'il était aux affaires européennes, puis au ministère de l'agriculture.

Sébastien Lecornu contribue à assurer le maillage territorial de Bruno Le Maire.



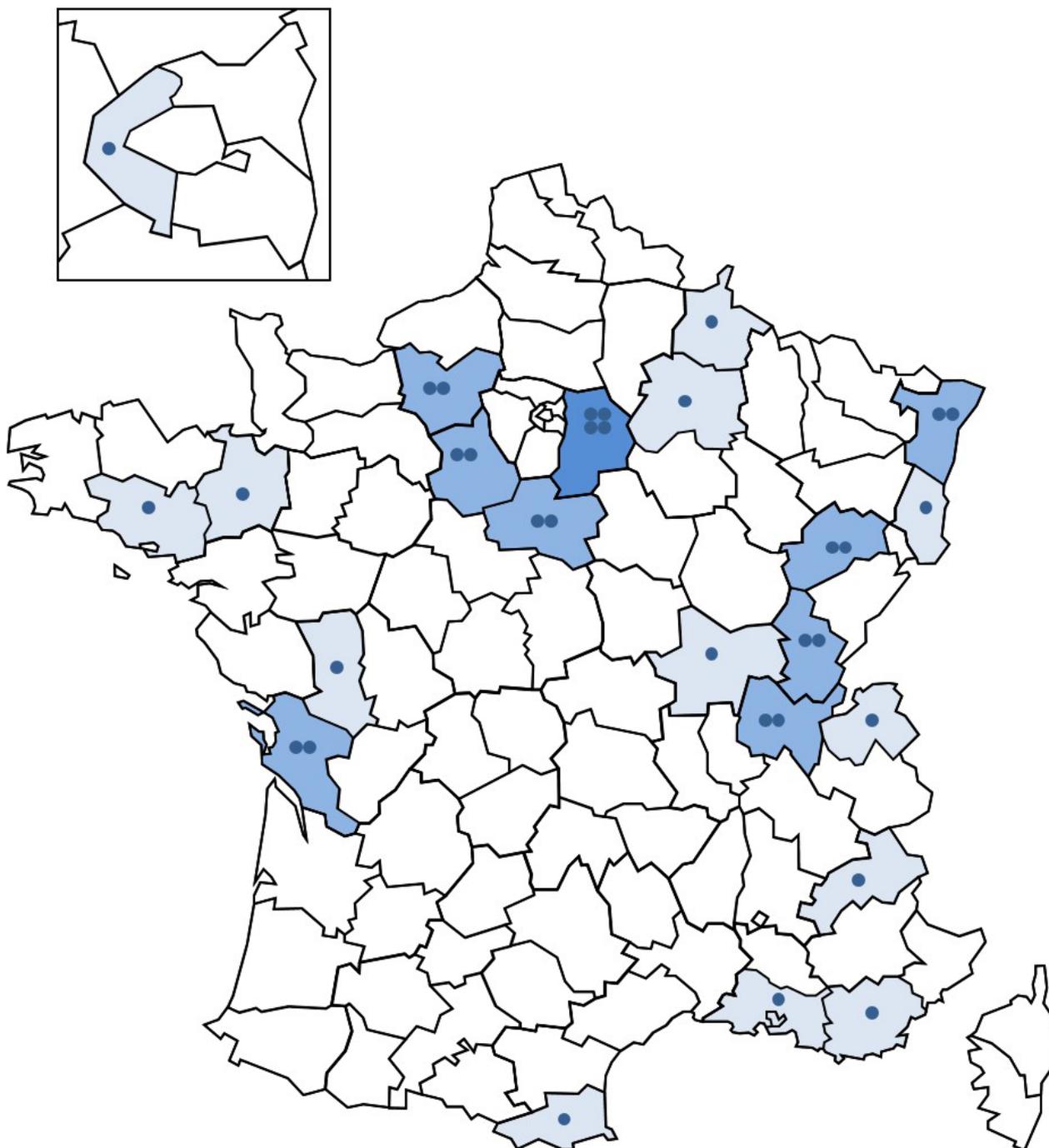
**THIERRY SOLÈRE**  
L'ORGANISATEUR DE LA PRIMAIRE

Entré en dissidence en 2012 du fait de son maintien contre Claude Guéant aux législatives, il réintègre finalement le parti et se voit confier la tâche délicate d'organiser les primaires. Homme du compromis, proche des quatre principaux candidats, il affiche cependant dès le départ ses préférences pour Bruno Le Maire qu'il défend régulièrement auprès des médias,

## Les soutiens :

Bruno Le Maire a reçu le soutien de 34 parlementaires:

- 20 Députés
- 13 Sénateurs
- 1 député européen



# La garde rapprochée et les porte-drapeaux de :



**NICOLAS SARKOZY**  
PRÉSIDENT DES  
RÉPUBLICAINS



**GÉRALD DARMANIN**  
LE COORDINATEUR DE CAMPAGNE

Gérald Darmanin a été porte-parole de Nicolas Sarkozy pendant la campagne de 2014 pour la présidence des Républicains. Il a également été directeur de campagne de Xavier Bertrand pour les régionales.

A 33 ans, le maire de Tourcoing et Vice-président de la Région « Hauts de France » est un des nouveaux cadres du parti.



**FRÉDÉRIC PÉCHÉNARD**  
DIRECTEUR GÉNÉRAL DU PARTI LR

Ancien directeur des services de la police nationale et vice-président en charge de la sécurité de la région Île de France, ce fidèle de Nicolas Sarkozy réunit chaque dimanche l'équipe de campagne du président des Républicains.



**ERIC WOERTH**  
LE CHARGÉ DE PROJET

L'ancien ministre des finances et actuel secrétaire général des Républicains, a été chargé de la rédaction du projet LR depuis l'élection de Nicolas Sarkozy à la tête du parti ; c'est un de ses fidèles.



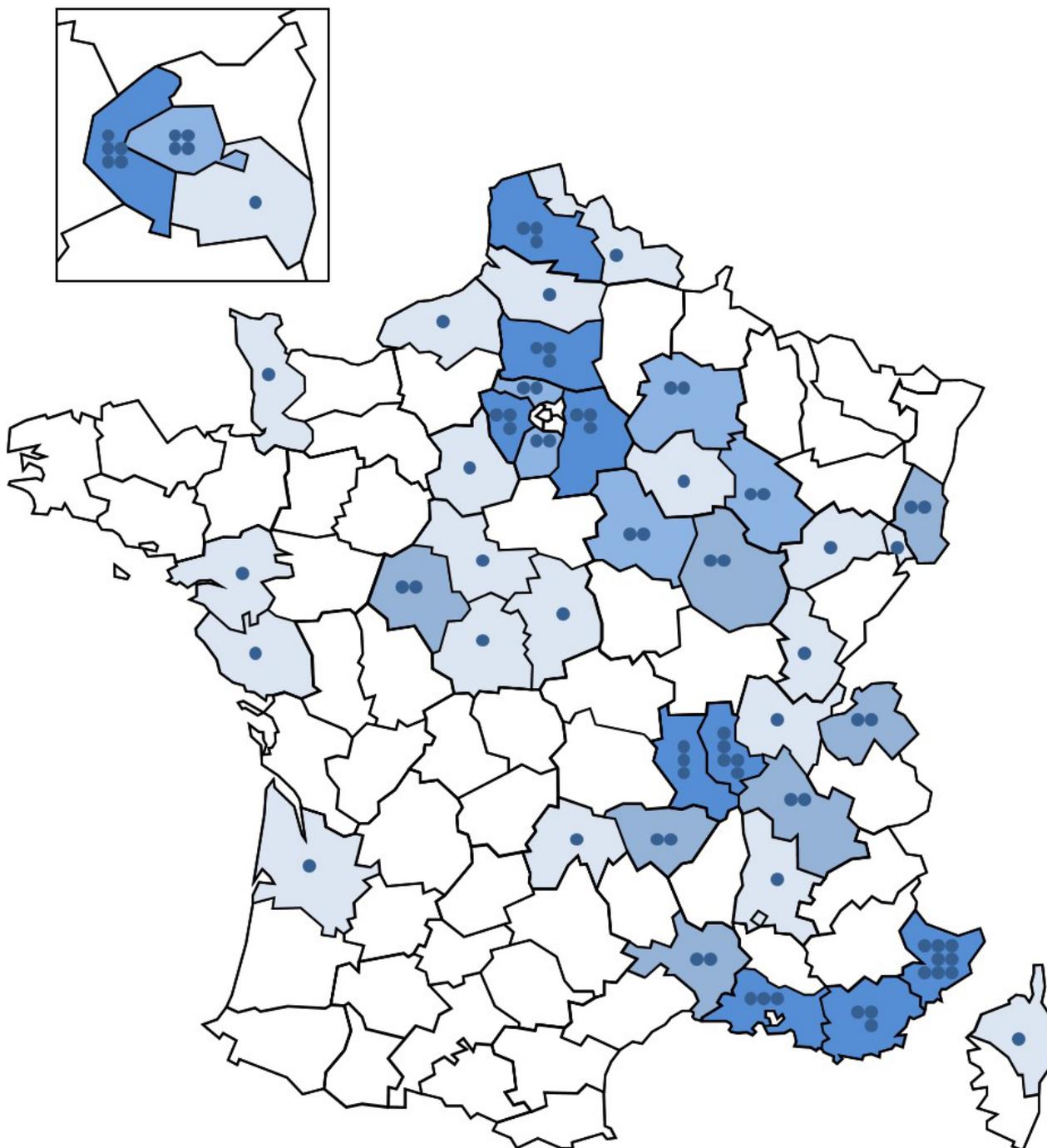
**FRANÇOIS BAROIN**  
LA TÊTE DE RÉSEAU

Président de l'Association des maires de France, et sénateur de l'Aube, François Baroin soutient Nicolas Sarkozy dans cette primaire. Il est pressenti pour occuper le poste de premier ministre en cas de victoire de Nicolas Sarkozy.

## Les soutiens :

Nicolas Sarkozy a reçu le soutien de 103 parlementaires:

- 65 Députés
- 30 Sénateurs
- 8 députés européens



- Outre – Mer
- Français établis hors de France

# LA STRATÉGIE DE FRANÇOIS FILLON

## STRATÉGIE DE CAMPAGNE

**Un solide ancrage territorial :** Dès février 2013, son club de réflexion France.9 est transformé en vraie machine militante et prend le nom de Force Républicaine. Ce micro-parti compte désormais plusieurs milliers d'adhérents et se structure au niveau local pour soutenir sur le terrain la candidature de François Fillon. Il s'attache par ailleurs le soutien de très nombreux parlementaires et barons de droite qui lui sont fidèles – souvent depuis 2012 – et relayent ses messages sur le terrain. Très tôt, les noms de ses soutiens ont été publiés dans le but d'imposer sa candidature

## STRATÉGIE NUMÉRIQUE

**Une campagne interactive :** les équipes de François Fillon font le pari de l'interactivité avec les citoyens grâce aux outils numériques. Le nouveau site internet Fillon2017 propose des modules de questions/réponses pour recueillir les avis sur les différentes parties du programme, puis une « stratégie d'hameçonnage » incite à entrer dans le détail des propositions. L'objectif fixé par Gautier Guignard, en charge de la stratégie numérique du candidat, est d'atteindre 1 million de votes sur le site d'ici la primaire, alors que 210 000 avaient été enregistrées seulement un mois après.

comme une évidence à droite et démontrer la solidité de son programme.

**Le candidat de la rupture libérale :** François Fillon a misé sur la publication très rapide d'un programme politique détaillé, qualifié de libéral voire Thatchérien, et sur l'engagement de le mettre en œuvre afin de créer, selon lui, une vraie rupture. Son livre programmatique s'écoule à plus de 70 000 exemplaires depuis septembre 2015, et les termes « *Liberté* » et « *Faire* » sont positionnés au cœur de son discours et déclinés tout au fil de sa campagne.

**Des meetings en streaming :** Par ailleurs, le format des meetings de François Fillon a évolué avec un premier rassemblement interactif en mai 2016 à Issy-les-Moulineaux retransmis en direct dans une trentaine de villes grâce à ses relais locaux, avec la possibilité d'interagir avec les participants via Twitter ou Facebook. Cet événement sera également suivi bien au-delà de la France, son animateur indiquant: « *A Londres, à New York, à Abidjan. On a même quelqu'un qui va nous suivre du Kazakhstan. Voilà une réunion qui mobilise presque la terre entière..* ».

### Présence sur les réseaux sociaux :

- Chargé de la stratégie numérique : Gautier Guignard
- Site officiel : <https://www.fillon2017.fr/>
- Twitter : <https://twitter.com/francoisfillon?lang=fr> (309 000 abonnés, 3e des 4 candidats)
- Facebook : <https://www.facebook.com/fillon.francois/> (132 034 « J'aime », 3e des 4 candidats)
- Instagram : <https://www.instagram.com/francois.fillon/> (1 614 abonnés, 4e des 4 candidats)
- Pas de compte Snapchat, peu présent sur Periscope

# LA STRATÉGIE D'ALAIN JUPPÉ

## STRATÉGIE DE CAMPAGNE

### Rassembler et construire une nouvelle histoire

Alain Juppé se positionne en candidat rassembleur et rassurant, ce qui lui donne un avantage notamment auprès de l'électorat du centre. Il s'est engagé à ne réaliser qu'un seul mandat s'il est élu, tandis que ses apparitions médiatiques restent moins régulières que la plupart de ses concurrents. Alain Juppé a également créé une « marque » faisant aussi office de slogan « *AJ ! pour la France* » déclinée sur différents supports de campagne.

**Les paroles s'envolent, les écrits restent :** son programme de campagne a été révélé par la publication de plusieurs livres thématiques. Ses trois premiers livres de campagne se focalisent

## STRATÉGIE NUMÉRIQUE

### Jeunesse et modernité pour le doyen des

**candidats...** : la stratégie numérique est d'autant plus centrale dans sa campagne qu'il dispose d'une image moins moderne que ses concurrents. La nomination d'Eve Zuckerman, qui a déjà collaboré avec les équipes de campagne de Barack Obama, en tant que directrice de campagne numérique symbolise cette volonté de modernité. Le site d'Alain Juppé utilise par ailleurs la « boîte à outil » numérique « *NationBuilder* », largement utilisée pour les campagnes numériques des

respectivement sur l'éducation, le régalién et l'économie. Son dernier livre, « *De vous à moi* », porte sur son parcours personnel et son engagement politique et vise à casser son image « *distante* ».

**Partir tôt... et tenir la durée :** Cette stratégie littéraire est souvent critiquée par ses concurrents, mais lui a permis de durer. Malgré une annonce de candidature précoce, il peut ainsi poser des jalons réguliers pour à la fois marquer l'électorat et occuper l'espace médiatique. Son dernier livre est ainsi sorti le 9 septembre 2016, date limite du dépôt des dossiers de candidature à la primaire.

candidats aux primaires américaines.

### ...Mais une stratégie numérique qui reste

**classique :** son site central synthétise ses livres-programmes, et rend compte de ses nombreux déplacements et interviews parallèlement à ses comptes Twitter, Facebook et Instagram. Il alimente aussi régulièrement son blog personnel. Son usage des réseaux sociaux reste donc relativement classique: ils servent de relais et ne constituent pas de plateformes autonomes de diffusion.

### Présence sur les réseaux sociaux :

- Chargée de la stratégie numérique : Eve Zuckerman
- Site internet de campagne : <http://www.alainjuppe2017.fr/>
- Blog personnel : <http://www.al1jup.com/>
- Twitter : <https://twitter.com/alainjuppe?lang=fr> (396 000 abonnés, 2e des 4 candidats)
- Facebook : <https://fr-fr.facebook.com/AlainJuppe> (137 000 « j'aime », 2e des 4 candidats)
- Instagram : <https://www.instagram.com/alainjuppe/?hl=fr> (10 700 abonnés, 2e des 4 candidats)
- Présent sur Snapchat et Periscope

# LA STRATÉGIE DE BRUNO LE MAIRE

## STRATÉGIE DE CAMPAGNE

**Le dynamisme de la jeunesse :** candidat autoproclamé du « *renouveau* » et d'une modernisation des pratiques politiques, il joue la carte de la jeunesse, via notamment des meetings participatifs. Il possède une très bonne connaissance de l'écosystème politique et des élites parisiennes, dont il est lui-même issu, tout en s'en démarquant, par exemple via sa proposition de réformer l'ENA. Très actif sur le terrain, Bruno Le Maire a multiplié les meetings tout l'été.

**Primaire du centre... ou de la droite ? :** du fait de son profil et de ses positions, il a plus de voix à

## STRATÉGIE NUMÉRIQUE

**Les réseaux sociaux, véritable plateforme de campagne :** il dispose d'une très bonne maîtrise des réseaux sociaux, utilisés comme un moyen de trouver une certaine indépendance sans avoir à solliciter les médias traditionnels, auxquels il avait moins accès que ses concurrents principaux au début de sa campagne. Cela lui permet également d'attirer les jeunes en les laissant gérer le concept « *les jeunes avec BLM* ».

gagner sur le terrain d'Alain Juppé que sur celui de Nicolas Sarkozy. Néanmoins, il a pris récemment des positions très tranchées sur les enjeux sécuritaires et sociaux qui le rapprochent de ce dernier.

**Un programme dense :** après avoir basé une partie de sa campagne sur sa communication, Bruno Le Maire a publié le 18 septembre un programme extrêmement détaillé de plus de 1 000 pages. En premier lieu adressé aux journalistes, cet imposant carnet vise principalement à contrer les critiques ciblant son manque de propositions concrètes.

**Une campagne participative :** il est aussi partisan de l'interactivité avec ses supporters via des live tweets à la mise en scène orientée « *jeunesse* » très travaillée. Son premier live sur Facebook sera suivi par plus de 16 000 personnes, et la vidéo sera visionnée en deux jours par plus du double d'internautes. L'équipe de Bruno Le Maire a pu développer l'expérience nécessaire à ce type de campagne lors de la candidature de ce dernier à la présidence de l'UMP.

### Présence sur les réseaux sociaux :

- Chargée de la stratégie numérique : Kéliane Martenon
- Site internet de campagne : <https://www.brunolemaire.fr/>
- Twitter : <https://twitter.com/BrunoLeMaire> (205 000 abonnés, dernier des 4 candidats)
- Facebook : <https://www.facebook.com/>

- [jeunesavecbrunolemaire/?ref=nf](https://www.facebook.com/jeunesavecbrunolemaire/?ref=nf), (104 780 « J'aime », dernier des 4 candidats)
- Instagram : <https://www.instagram.com/brunolemaire/>, (6 552 abonnés, dernier des 4 candidats)
- Présent sur Snapchat et Periscope

# LA STRATÉGIE DE NICOLAS SARKOZY

## STRATÉGIE DE CAMPAGNE

**La part – médiatique – du lion pour le chef du parti:** en reprenant la présidence des Républicains et en retardant au maximum l'annonce officielle de sa candidature, Nicolas Sarkozy a gardé la main mise sur le programme officiel du parti et les nominations pour les élections législatives, s'assurant également une visibilité légitime dans les médias, malgré les critiques de ses concurrents sur une stratégie jugée déloyale.

**Une candidature éclair :** Son annonce tardive a pour objectif de créer un « *blast* » selon ses propres termes, un élan pour les dernières semaines avant

## STRATÉGIE NUMÉRIQUE

**Le candidat le plus suivi :** Nicolas Sarkozy peut s'appuyer sur une base de « *followers* » bien plus importante que celles de ses principaux concurrents depuis son passage à l'Élysée. Il est en effet la personnalité la plus suivie parmi les candidats à la primaire sur tous les réseaux sociaux. Son compte Facebook et son compte Twitter regroupent ainsi près d'un million de personnes. L'équipe qui s'occupe des supports digitaux de sa campagne jouit d'une grande expérience et ces

le vote. Il a décidé d'annoncer sa candidature par le biais d'un livre programmatique, « *Tout pour la France* », publié en août 2016 et se plaçant directement en tête des ventes. Ce succès de librairie, plus de 200 000 exemplaires vendus, lui a permis de développer longuement ses idées et son programme pour les prochaines années tout en créant un lien direct avec ses lecteurs. Son ouvrage précédent, « *La France pour la vie* » avait lui aussi connu un grand succès en janvier 2016.

derniers devraient jouer un rôle prépondérant dans la campagne à venir.



@ STEPHANE DE SAKUTIN / AFP

### Présence sur les réseaux sociaux :

- Chargé de la stratégie numérique : Axel Calandre, ancien responsable partenariat chez Deezer.
- Site officiel : <https://www.sarkozy.fr/>
- Twitter : <https://twitter.com/nicolassarkozy?lang=fr> (1 390 000 abonnés, 1er des 4 candidats)
- Facebook : <https://www.facebook.com/nicolassarkozy> (964 277 « J'aime », 1er des 4 candidats)
- Instagram : <https://www.instagram.com/nicolassarkozy/> (65 900 abonnés, 1er des 4 candidats)
- Présent sur Snapchat et Periscope.

# LES PROGRAMMES : ENTREPRISES



ALAIN JUPPÉ



NICOLAS SARKOZY

Flexibiliser le CDI pour lever les freins à l'embauche

Supprimer le compte pénibilité

Faire de l'accord d'entreprise la norme de droit commun de fixation des relations du travail

Laisser chaque entreprise fixer la durée du travail dont elle a besoin (durée hebdomadaire légale de 39h)

Alléger l'impôt sur les sociétés et les charges sociales de 20 milliards d'euros

Transformer dès 2018 le CICE en une baisse de charges pérenne

Introduire dans le contrat de travail des clauses fixant les motifs incontestables de la rupture

Supprimer le compte pénibilité

Faire de l'accord d'entreprise la norme de droit commun de fixation des relations du travail

Provoquer un contre-choc fiscal de 25 milliards d'euros dès 2017 et baisser de 10 % l'impôt sur le revenu

Permettre aux entreprises de fixer la durée du temps de travail par accord ou par référendum.

Transformer le CICE en baisses de charges durables



**BRUNO LE MAIRE**



**FRANÇOIS FILLON**

## VERS PLUS DE LIBÉRALISATION

Privatiser Pôle Emploi

Créer un nouveau contrat de travail aux modalités de rupture prédéfinies et progressives

3 nouveaux contrats: un CDD renouvelable, un CDI simplifié et un e-contrat pour les Start-Up

Recentrer le code du travail sur des principes sociaux fondamentaux et favoriser la négociation d'entreprises

Permettre à l'entreprise de fixer la durée légale de travail et faire primer l'accord d'entreprise sur l'accord de branche

Passer de 35h à 39h

Remettre à plat le compte pénibilité pour mettre en place une logique de prévention

Permettre le licenciement pour motif de « réorganisation »

Transformer le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en une baisse des charges patronales

Baisser de 50 milliards les prélèvements sur les entreprises

Supprimer les charges patronales jusqu'à 2,5 SMIC pour les TPE qui embauchent

Refondre le CICE en un dispositif unique d'allègement des cotisations sociales employeur

Les programmes économiques des quatre candidats sont très proches. Ils sont tous pour une plus grande libéralisation de l'économie ainsi que pour rendre le code et le marché du travail plus flexibles.

# LES PROGRAMMES : EUROPE



FRANÇOIS FILLON



NICOLAS SARKOZY

## INTERGOUVERNE- MENTALISTE

L'Union Européenne dispose d'une place importante au sein des programmes des quatre candidats. Ces derniers s'accordent sur les points principaux : doter l'UE d'une politique de défense commune, faire repartir la coopération franco-allemande, redéfinir le traité de Schengen sur la libre circulation des personnes, et trouver une solution au problème d'immigration auquel l'UE fait difficilement face. Si les quatre candidats apportent une importance primordiale à la souveraineté de la France, leurs propositions diffèrent quant à la forme d'une future Union.

Doter la zone Euro d'un directoire politique

Créer un Trésor européen avec une mise en commun des dettes.

Revoir le rôle et les priorités de la Commission européenne

Confier la gouvernance de la zone Euro à un Secréariat Général dédié qui remplacera la Commission

Refuser des décisions européennes allant à l'encontre des intérêts économiques de la France

Instaurer un gouvernement économique de la zone euro

Mettre en place une présidence à temps plein du gouvernement économique

Créer un Trésor européen dirigé par un secrétariat et un Fonds monétaire.

Permettre la saisine des parlements nationaux pour les projets d'actes délégués et d'exécution à caractère normatif.

Suspendre les Etats membres ne respectant pas les principes de l'UE sur accord des autres Etats membres



**ALAIN JUPPÉ**



**BRUNO LE MAIRE**

## PRO- INTÉGRATION

Exiger de l'Europe qu'elle soutienne les intérêts économiques et commerciaux des Etats membres

Nommer un Vice-Président en charge de la zone euro

Ne pas organiser immédiatement un référendum sur la place de la France dans l'UE

Porter une résolution au Conseil en faveur de la consolidation des grandes entreprises

Organiser un référendum pour la modification des traités européens

Renforcer l'intégration de la zone euro à 19 Etats et mettre fin aux élargissements de l'UE

Poursuivre l'harmonisation fiscale et sociale

Mettre en place un gouvernement économique de la zone euro

Proposer que les 6 Etats fondateurs soumettent sous un an un projet aux autres membres

Soumettre ce nouveau projet européen au vote du peuple français

# LES PROGRAMMES : LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

## RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES IMPOSÉES



BRUNO LE MAIRE



NICOLAS SARKOZY

Supprimer 380 000 emplois au sein des collectivités territoriales en 5 ans

Fusionner les assemblées départementales et régionales en une assemblée territoriale unique

Mettre en place des contrats d'objectifs financiers pour réduire les dépenses de fonctionnement

Instaurer des lois des Finances dédiées aux collectivités

Réduire le nombre d'élus locaux

Ne pas revenir sur le découpage régional et ne supprimera pas les départements

Organiser un référendum sur la fusion des conseils départementaux et régionaux

Rétablir la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partants en retraite

Fixer un objectif de réduction des dépenses de 8 milliards d'euros

Faciliter la mutualisation des moyens entre collectivités publiques

Mettre en place un « Plan Marshall de la ruralité »



ALAIN JUPPÉ



FRANÇOIS FILLON

## RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES CHOISIES

Mettre en place un contrat d'engagement de 5 ans signé avec les collectivités

Engager l'Etat à ne pas confier de nouvelles charges aux collectivités sans les compenser

Fixer un objectif de réduction des dépenses de 10-15 milliards d'euros

Accorder une grande autonomie pour mutualiser les moyens et fusionner les structures

Modifier l'attribution des dotations d'Etat pour encourager la maîtrise des dépenses

Limiter les possibilités des collectivités d'augmenter les impôts locaux

Encadrer leurs effectifs des collectivités.

Accompagner la maîtrise des dépenses par des libertés nouvelles

Permettre une véritable autonomie dans les compétences transférées, notamment fiscales

Donner aux collectivités les moyens de paiements dont disposent entreprises et particuliers

Tous les candidats s'accordent pour clarifier la répartition des compétences entre les collectivités territoriales, ainsi qu'avec l'Etat. De même, la maîtrise des dépenses des collectivités est une préoccupation partagée. Cependant, la rigueur de ces coupes, ainsi que leurs modalités, diffèrent en fonction des candidats.

# LES PROGRAMMES : ENVIRONNEMENT ET ENERGIE



BRUNO LE MAIRE



ALAIN JUPPÉ

## TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Quelle transition énergétique ?

L'écologie et la transition énergétique ne sont pas des sujets de premier plan de la campagne des candidats à la primaire. Ces derniers s'accordent sur la place prépondérante que doit garder le nucléaire dans la part énergétique française.

Ne pas exploiter le gaz de schiste, à l'opposé de ses concurrents

Investir dans l'éolien, le solaire, le biogaz

Mettre en place un tableau de bord des principaux indicateurs de l'état de l'environnement

Revenir sur la prolongation automatique des centrales nucléaires

Réinvestir les économies obtenues dans les capacités de production nucléaires ou renouvelables

Revoir la part des participations de l'Etat dans le nucléaire  
« au cas par cas »

« Le nouveau modèle économique devra être COP21-compatible, [...] sobre en ressources rares »



NICOLAS SARKOZY



FRANÇOIS FILLON

## PRODUCTION INDUSTRIELLE

Rechercher sur des méthodes non-polluantes d'extraction des gaz de schiste.

Remplacer le principe de précaution par un principe de responsabilité

Revenir sur l'objectif de 50 % de nucléaire en 2025 et sur le plafond de capacité nucléaire installée

Revenir sur la loi sur la transition énergétique

*« Il était illusoire de lutter contre le réchauffement climatique sans l'énergie nucléaire »*

*« Il est criminel d'interdire les recherches sur le gaz de schiste »*

# LES PROGRAMMES : SOCIAL

## ETAT PROVIDENCE

Revoir des critères d'attribution des allocations de solidarité, plafonnées en dessous du SMIC

Relever l'âge légal de départ en retraite à 65 ans avec augmentation de 4 mois par an de 2018 à 2026

Instaurer une insertion professionnelle obligatoire avec retrait du RSA en cas de refus d'une formation ou emploi

Maintenir le niveau global de remboursement des dépenses par l'assurance maladie

Maintenir l'aide médicale d'Etat uniquement en cas d'urgence

Relever dès 2017 le quotient familial, à 2 500 euros par demi-part supplémentaire, pour toutes les familles

Créer une allocation unique d'activité, attribuée en fonction du revenu et du nombre de personne à charge

Redonner la main à l'Etat sur le pilotage de l'UNEDIC et instaurer une dégressivité des allocations chômage

Fixer l'âge légal de départ à la retraite à 63 ans en 2020 et 64 en 2025

Abaisser le taux de prise en charge des dépenses de santé par la sécurité sociale de 76 % à 73 %

Supprimer l'aide médicale d'Etat pour la limiter aux soins urgents et vitaux

Instituer une participation de quelques dizaines d'euros par an pour tous les bénéficiaires de la CMU complémentaire



ALAIN JUPPÉ



NICOLAS SARKOZY



FRANÇOIS FILLON



BRUNO LE MAIRE

# ETAT LIBÉRAL

Mettre en place une allocation sociale unique

Fixer l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans

Fixer une règle d'or imposant l'équilibre des dépenses de l'assurance maladie

Focaliser l'assurance publique universelle sur les affections graves ou de longue durée

Rétablir l'universalité des allocations familiales avec relèvement du plafond du quotient familial à 3000 euros

Faire adopter par le Parlement un plan pluri-annuel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion

Créer une allocation sociale unique, plafonnée à 2/3 du SMIC pour les personnes en âge et en condition de travailler

Décaler l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 65 ans, par paliers de 5 mois par an, à partir de juin 2018

Créer un régime de retraite unique par point et un complémentaire par capitalisation

Mettre fin à l'aide médicale d'Etat

Mettre fin à la généralisation du « tiers payant »

Elaborer un plan d'actions interministériel sur le handicap porté par un comité rattaché au 1er ministre

# GUERRE ET PAIX, L'HISTORIQUE DES RELATIONS

Cette frise propose un historique des grands rapprochements ou éloignements politiques de ces 4 personnalités, constatés au gré des principaux évènements marquants de leur carrière.



**François Fillon**



**Nicolas Sarkozy**



**Alain Juppé**



**Bruno Lemaire**

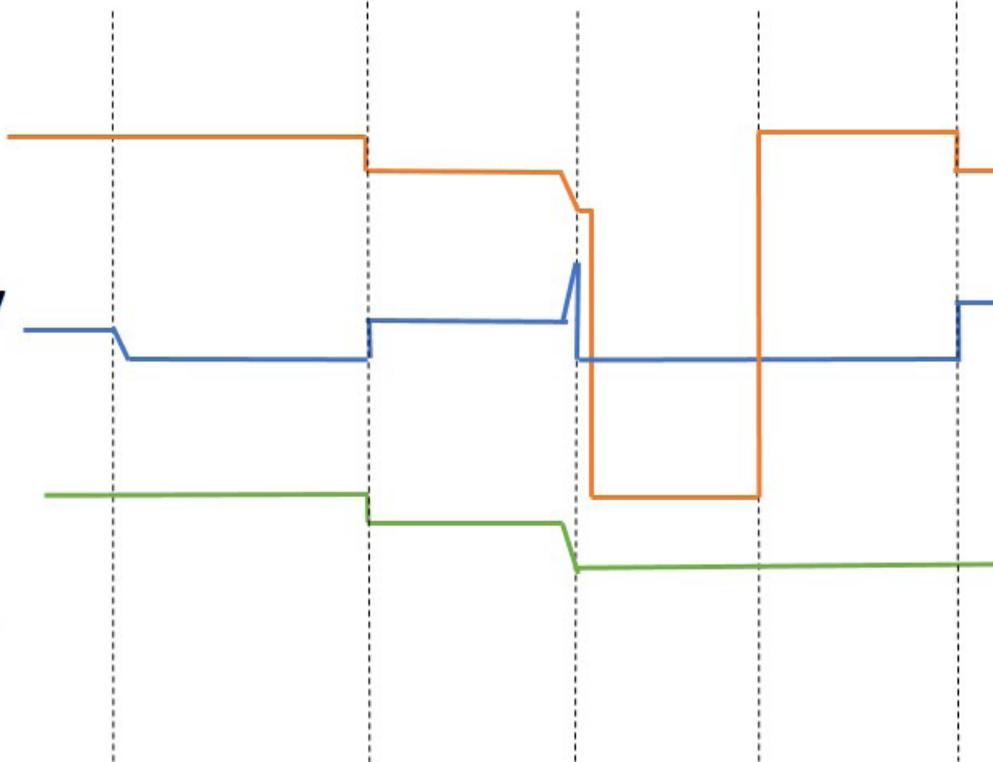
**1988**  
Elections législatives. Nicolas Sarkozy, soutien de Jacques Chirac, est élu député. François Fillon est lui réélu.

**1993**  
Nicolas Sarkozy et François Fillon entrent dans le gouvernement d'Edouard Balladur

**1995**  
Nicolas Sarkozy et François Fillon soutiennent Edouard Balladur à l'élection présidentielle face à Jacques Chirac. François Fillon entre finalement dans le gouvernement d'Alain Juppé suite à la victoire de Chirac

**1997**  
Dissolution de l'Assemblée nationale

**1999**  
Philippe... démis... la prés... RPR. F... second... à la tête... parti. L... organi... électio... europ...



de Seguin  
sionne de  
sidence du  
Fillon  
de Sarkozy  
te du  
ls  
sent les  
ons  
éennes

**2002**

François Fillon et Nicolas Sarkozy entrent dans le gouvernement de Jean Pierre Raffarin suite à la réélection de Jacques Chirac

**2005**

François Fillon n'intègre pas le gouvernement de Dominique de Villepin, il décide alors de soutenir pleinement Nicolas Sarkozy pour la présidentielle de 2007

**2007**

Nicolas Sarkozy remporte la présidentielle et nomme François Fillon au poste de premier ministre. Alain Juppé est nommé ministre d'Etat, ministre de l'Ecologie, du Développement et de l'aménagement durables avant de démissionner en raison de sa défaite aux législatives. Bruno Lemaire est élu député.

**2012**

Défaite de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle

**2014**

Nicolas Sarkozy est élu au premier tour président de l'UMP

**2016**

**2001-2002**

Alain Juppé, Nicolas Sarkozy et François Fillon participent à l'élaboration du programme de Jacques Chirac pour les élections présidentielles de 2002

**2008**

Bruno Le Maire entre au gouvernement comme secrétaire d'Etat puis ministre de l'agriculture

**2010**

Alain Juppé est nommé en novembre ministre de la défense du gouvernement de François Fillon.

## LES AUTRES CANDIDATS



**JEAN-FRANÇOIS COPÉ**

Jean-François Copé a annoncé assez tôt avoir recueilli le nombre de parrainage requis pour participer à la primaire, démontrant ainsi qu'il disposait toujours d'un réseau important parmi les parlementaires de la droite et du centre. Actuellement député-maire de Meaux, Jean-François Copé, soutien de Jacques Chirac lors des élections présidentielles de 1995 et 2002 se verra confier plusieurs ministères à partir de 2002 et ce jusqu'à l'élection de Nicolas Sarkozy. A partir de 2007, il est président du groupe UMP à l'Assemblée nationale et devient en 2010 numéro un du parti. En 2012, il est confirmé à la tête du parti après une courte victoire polémique face à François Fillon. A partir de 2014, sa carrière politique se voit affectée par sa mise en cause dans « l'affaire Bygmalion » concernant les comptes de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2012. S'il ne fait finalement pas parti des personnes mises en examen, il est sûrement la personnalité politique dont la carrière a le plus été touchée par l'affaire « Bygmalion ». S'en est suivie une traversée du désert de près de deux ans qui ne prendra fin qu'avec l'officialisation de sa candidature à la primaire des Républicains, pour laquelle il se retrouve moins bien placé que ce qu'il aurait pu ambitionner en 2014. Il est animé par un fort ressentiment vis-à-vis des ténors de l'UMP lui ayant tourné le dos à cette époque, au premier rang desquels, Nicolas Sarkozy.

Sur le plan des idées, Jean-François Copé défend une « France décomplexée » et reste fidèle aux thèmes qu'il défend depuis plusieurs années. Plus concrètement, il fustige le manque de résultats de la majorité actuelle mais également de ses principaux adversaires à la primaire lors du quinquennat précédant. Il se déclare libéral sur le plan économique mais « dur » sur le plan moral et sécuritaire.



**NATHALIE  
KOSCISUKO-MORIZET**

Nathalie Koscisuko-Morizet s'est qualifiée de justesse pour la primaire de la droite et du centre. Députée de l'Essone depuis 2002, membre du RPR puis de l'UMP, elle est nommée secrétaire d'Etat puis ministre de l'Ecologie sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Porte-parole et soutien de ce dernier lors de la campagne présidentielle de 2012, elle devient vice-présidente de l'UMP en 2014. Elle gardera ce poste au sein du nouveau parti Les Républicains.

Elle marque cependant de plus en plus ses divergences avec la doxa du parti, ce qui refroidit ses relations avec Nicolas Sarkozy et la force à la démission en décembre 2015. Insistant sur la nécessité d'une présence féminine à la primaire, mettant en valeur une droite « *moderne* » qu'elle se propose d'incarner, l'ingénieure de 43 ans annonce sa candidature le 8 mars 2016, au journal télévisé de TF1, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes. Durant sa difficile recherche de parrainages, elle a reçu les soutiens directs d'Alain Juppé et de François Fillon, ainsi que celui – plus réticent – de Nicolas Sarkozy.

Dans cette optique de modernité, son livre programme, publié en mars 2016, s'intitule « *Nous avons changé de monde* » et revient sur son non-conformisme et sa volonté de renouveau. Ne « *croyant pas au catalogue de mesures* », elle propose de baser son action sur deux valeurs fondamentales : la liberté et l'exigence. Son programme contient cependant quelques mesures phares, notamment une diminution de 100 milliards d'euros de prélèvements sur les entreprises.



**JEAN-FRÉDÉRIC POISSON**

Né le 22 janvier 1963 à Belfort, Jean-Frédéric Poisson siège actuellement à l'Assemblée nationale, où il est vice-président de la commission des lois et représente la 10e circonscription des Yvelines depuis 2012. Bien qu'il appartienne au groupe parlementaire « Les Républicains » de la chambre basse, il occupe la présidence du Parti chrétien-démocrate (PCD), ancienne formation de Christine Boutin dont il a été le directeur de cabinet entre 1994 et 2004. C'est à ce titre qu'il a été directement qualifié pour participer à la primaire de la droite et du centre. Il est pour l'heure crédité d'1% des intentions de vote (IFOP, 5 septembre 2016).

Sur le plan des idées, M. Poisson est un ferme opposant au mariage pour tous et souhaite inscrire les « racines chrétiennes de la France » dans la Constitution. Il a également annoncé sa volonté de recentrer l'Etat sur ses fonctions régaliennes et faire primer le droit national sur les législations européennes. En matière d'économie, cet ancien chef d'entreprise est très critique vis-à-vis de la mondialisation et appelle à une baisse du coût du travail ainsi qu'à la mise en place d'un revenu universel.



# EURALIA

EURALIA, OU L'AVENIR DE L'INFLUENCE  
FRANÇAISE À BRUXELLES

**Spécialistes des affaires publiques européennes et françaises** depuis 1993, nous accompagnons nos clients auprès des acteurs institutionnels et des parties prenantes et les conseillons dans l'élaboration d'une stratégie sur-mesure, fondée sur notre expertise et notre savoir-faire.

**Notre équipe** est composée de professionnels des affaires publiques qui disposent d'une expérience solide dans un large éventail de domaines d'action. Avant toute initiative, nous évaluons les besoins de nos clients afin que notre action soit la plus pertinente possible. Nous développons par ailleurs une approche intégrée qui permet de renforcer l'efficacité des stratégies mises en place pour nos clients.

**Notre expérience** prouve qu'une relation de confiance avec nos clients, fondée sur un suivi individualisé, permet d'atteindre de meilleurs résultats.

**EURALIA** se tient à votre disposition pour devenir votre partenaire et construire avec vous une stratégie en affaires publiques efficace, à Paris ou à Bruxelles.

**Nous sommes membre actif** de deux organisations représentant la profession, EPACA (European Public Affairs Consultancies Association) à Bruxelles, et AFCL (Association Française des Conseils en Lobbying) à Paris, qui visent à promouvoir le plus haut niveau de conduite professionnelle dans les affaires publiques européennes et françaises.

**Notre approche** s'inscrit au-delà du respect de ces codes de conduite dans la mesure où nous prenons très au sérieux les problématiques de transparence et d'éthique, que nous mettons en œuvre quotidiennement. A ce titre, nous sommes inscrits au registre de transparence commun de la Commission européenne et du Parlement européen.



@EURALIA



EURALIA

Ont contribué à cet ouvrage:

Thibaut Bousquet, Pierre Degonde, Pierre Garrault, Aristide Lucet, Didier Sallé, Maud Schneider et Clément Soulié

Rue du Luxembourg 19-21 - B-1000 Bruxelles BELGIQUE  
Tél: +32 02 506 88 20 - [www.euralia.eu](http://www.euralia.eu) - [info@euralia.eu](mailto:info@euralia.eu)